



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 30 juin 2020

English version p3

FINANCES ET COMPTES PUBLICS

LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

La pandémie de Covid-19 a des conséquences de premier ordre sur les finances publiques. Or la France n'a pas abordé cette crise avec une situation budgétaire assainie. Les résultats de 2019 en témoignent : le déficit structurel n'a pas été réduit et la dette publique est restée stable à un niveau élevé. En 2020, le choc subi par les finances publiques sera massif. Les dispositifs publics ont joué un rôle d'« assureur en dernier ressort » de l'économie et des revenus, mais la dette publique s'est encore accrue, à plus de 120 points de PIB.

La soutenabilité à moyen terme de la dette constitue un enjeu central. La France va devoir rebâtir une stratégie de redressement des finances publiques, en s'appuyant sur un réexamen en profondeur de la qualité de ses politiques publiques. Cette démarche devra préserver les investissements publics à l'efficacité avérée, par exemple pour soutenir la transition écologique ou la santé publique.

La situation en 2019 : un redressement inachevé des finances publiques

Le déficit public a été ramené à 3 points de PIB en 2019, alors qu'il atteignait 7,2 points il y a dix ans. Mais ces efforts sont restés inaboutis, notamment en comparaison de ceux réalisés par nos voisins. Ainsi, le déficit de la France a persisté à un niveau important en 2019.

La dette publique, qui avait beaucoup augmenté à la suite de la crise financière de la fin des années 2000, n'a pas été réduite ces dernières années, continuant à diverger de celle de nos partenaires.

2020 : un choc inédit pour les finances publiques

Face à la crise sanitaire, la France a réagi en acceptant la chute des recettes publiques liée à celle, historique, de l'activité, et en engageant des dépenses exceptionnelles d'un montant considérable (57,5 Md€) pour lutter contre l'épidémie et amortir le choc économique.

De ce fait, le déficit public devrait atteindre cette année 11,4 points de PIB et la dette publique 121 points de PIB. Cette dégradation des comptes publics devrait concerner



majoritairement l'État, mais également de façon substantielle l'Unédic et les régimes de sécurité sociale, en particulier le régime général. Les collectivités locales et de très nombreuses autres entités publiques devraient être affectées, du fait notamment du recul de leurs recettes.

L'estimation de l'ampleur de la récession (-11 % en volume) apparaît plausible, voire prudente compte tenu des dernières informations disponibles. Si des incertitudes importantes entourent les hypothèses de croissance et de finances publiques, la prévision de déficit public pour 2020 semble globalement équilibrée.

Les perspectives après 2020 : l'enjeu de la soutenabilité de la dette

Le déclenchement par les institutions européennes de la « clause dérogatoire générale » du Pacte de stabilité et de croissance a offert une souplesse temporaire pour lutter contre l'épidémie et soutenir l'économie. Des propositions d'instruments budgétaires communs qui se substitueraient aux budgets nationaux pour le soutien à l'activité ont également été avancées.

Si le retour à un fonctionnement normal de l'économie laisse espérer une nette diminution du déficit après 2020, des scénarios davantage plausibles mais moins favorables prévoient, en l'absence d'effort de redressement, le maintien d'un niveau élevé de déficit qui ne serait pas compatible avec une maîtrise de la dette.

Il importe donc de fixer une nouvelle stratégie de finances publiques qui assure la soutenabilité de la dette. Une stratégie crédible pourrait s'appuyer sur un effort de redressement poursuivi avec constance et dans la durée, dans un cadre pluriannuel renforcé. Il veillera en priorité à l'amélioration générale de la qualité de la dépense publique, au bénéfice des dépenses jugées prioritaires et à l'efficacité démontrée, en préservant l'investissement public dès lors qu'il est facteur de croissance et de progrès socio-économiques.

Lire le rapport

CONTACTS PRESSE :

Ted Marx ■ Directeur de la communication ■ T 01 42 98 55 62 ■ ted.marx@ccomptes.fr

Denis Gettliffe ■ Responsable des relations presse ■ T 01 42 98 55 77 ■ denis.gettliffe@ccomptes.fr



NEWS RELEASE

June 30, 2020

FINANCE AND PUBLIC ACCOUNTS

THE SITUATION AND OUTLOOK

OF FRENCH PUBLIC FINANCES

The Covid-19 pandemic has major consequences on French public finances. Yet France did not benefit from a sound initial fiscal position to address the crisis. The results for 2019 show that the structural deficit has not been reduced and that public debt has remained stable at a high level. In 2020, the shock to public finances is massive. Public money has played a role as "last resort insurer" of the economy and revenues, but public debt increased further, to more than 120 points of GDP.

Medium-term debt sustainability is a central issue.

France will have to rebuild a strategy to strengthen public finances, based on an in-depth review of the quality and efficiency of its public policies. This approach should preserve public investments with proven effectiveness, for example, to support ecological transition or public health.

2019 Situation: incomplete repair of public finances

The State (central Government) deficit has been reduced to 3 percentage points of GDP in 2019, down from 7.2 points ten years ago. But these efforts have not been particularly successful in comparison with those of neighbouring countries. Thus, France's deficit has persisted at a significant level in 2019.

Public debt, which had risen sharply following the financial crisis at the end of the 2000s, has not been reduced in recent years, continuing to diverge from that of our partners.



2020: an unprecedented shock for public finances

Faced with the health crisis, France reacted by accepting the fall in public revenue induced by the historic drop in activity and by committing exceptional expenditure of a considerable amount (€57.5 billion) to fight the epidemic and cushion the economic shock.

As a result, the public deficit is expected to reach 11.4 points of GDP this year and public debt would increase to 121 points of GDP. This deterioration in public accounts is expected to affect mainly the central State, but also substantially Unemployment Insurance system (Unédic) and the social security systems. Local authorities and a large number of other public entities are likely to be affected, in particular because of the decline in their revenues.

The estimated magnitude of the recession (-11% in volume terms) appears plausible, even cautious in light of the latest available information. While significant uncertainties surround growth and public finance assumptions, the government deficit forecast for 2020 appears broadly balanced.

Prospects beyond 2020: the challenge of debt sustainability

As the European institutions, implemented the "general escape clause" of the Stability and Growth Pact, it provided temporary flexibility to fight the epidemic and support the economy. Proposals for common budgetary instruments to replace national budgets in supporting activity were also put forward.

While a return to normal economic activity offers the prospect of a significant reduction in the deficit after 2020, more plausible but less favourable scenarios foresee, in the absence of an effort to strengthen the public finances, the maintenance of a high level of deficit that would not be compatible with debt control.

It is therefore important to set a new public finance strategy that ensures debt sustainability. A credible strategy could be based on a consolidation effort that is pursued consistently and over time, within a strengthened multi-annual framework. It should foster an overall improvement in the quality of public expenditure, but with a focus on priority expenses with proven efficiency, while preserving public investment as a factor of growth and socio-economic progress.

Read the report